

INVESTISSEMENT

## Martin Ziguélé : « Le contexte africain est en train de changer positivement et très rapidement »



[Imprimer](#) | [Soyez le premier à commenter!](#) | Mercredi, 25 Avril 2012 06:39

Tags: [Martin Ziguélé BEAC République centrafricaine Knowdys Guy Gweth](#)

(Agence Ecofin) - Pour Martin Ziguélé, homme politique, ancien premier ministre de Centrafrique et expert dans le secteur des assurances, la clé du succès, pour investir efficacement et durablement en Afrique, est la juste évaluation de la capacité de l'Etat à respecter sa signature.

Entretien avec Guy Gweth, conseil en intelligence économique chez Knowdys.

**Guy Gweth : Monsieur Ziguélé, la communauté des affaires vous connaît surtout comme l'ancien Premier ministre (2001-2003) arrivé en troisième position lors de l'élection présidentielle de 2011 en République Centrafricaine. Qu'offrez-vous exactement aux investisseurs qui vous sollicitent ?**

Martin Ziguélé : Avant d'être Premier ministre, en même temps que ministre des Finances et du Budget de mon pays, la République Centrafricaine, entre avril 2001 et mars 2003, j'ai toujours travaillé dans le secteur privé comme cadre d'une entreprise d'assurances dans mon pays, puis dans une société multinationale africaine de réassurance basée à Lomé au Togo, pendant une douzaine d'années. A ce poste, j'ai beaucoup voyagé dans les pays africains, et hors d'Afrique, ce qui m'a permis de beaucoup observer les politiques économiques et leurs résultats dans divers pays. Puis j'ai terminé comme directeur national de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) pour la République centrafricaine. Pendant mon stage de préparation à cette haute fonction, que j'ai effectué auprès des directeurs nationaux de la BEAC du Tchad, à Ndjamena, du Cameroun, à Yaoundé (à l'époque l'ancien Premier ministre Sadou Hayatou), et aux services centraux à Yaoundé, j'ai pu, grâce à l'exceptionnelle documentation économique et financière de cette institution, sur l'Afrique centrale en particulier, apprendre davantage sur les réalités, les contraintes mais aussi les opportunités économiques de cette zone plus que jamais auparavant.

Pendant l'exercice de mes fonctions de Premier ministre, cumulativement avec celles de ministre des Finances et du Budget, mon passage à la Banque centrale m'a beaucoup aidé dans la gestion de nombreux et délicats problèmes de développement. L'expérience et la connaissance du terrain, acquises dans l'exercice de ces différentes fonctions, la pratique des institutions nationales et internationales, ainsi que la collaboration avec des femmes et des hommes qui les animent, tant sur le plan national qu'international, m'autorisent à apporter une plus-value directe et particulière à la facilitation des investissements en Afrique centrale et de l'Ouest.

**Guy Gweth : Notre enquête de mars 2010 sur le lobbying en Afrique (Les Afriques n°111, page 9) a montré que les Etats africains s'adressent davantage aux anciens dirigeants européens et américains pour défendre leurs intérêts à l'international. Pourquoi sont-ils peu nombreux à faire confiance aux lobbyistes africains ?**

Martin Ziguélé : S'il est vrai que les dirigeants africains s'adressent davantage aux anciens dirigeants européens et américains pour défendre leurs intérêts à l'international, il faut néanmoins reconnaître que ces mêmes anciens dirigeants africains n'ont pas toujours le réflexe d'offrir leurs services dans ce domaine précis du lobbying et de la facilitation. La tendance est plutôt pour les anciens dirigeants africains de rechercher des « postes » salariés à l'international, et donc à revenir au « salariat », plus sécurisant ou plus habituel.

Il ne faut pas occulter également ce qu'on peut considérer comme un « déficit de confiance » des dirigeants africains envers les anciens dirigeants africains pour diverses raisons : certains estiment que les lobbyistes africains n'étant pas des Occidentaux, ils n'auraient ni la crédibilité, ni l'efficacité nécessaires pour pénétrer les lieux de pouvoir et de décision dans les pays occidentaux pour régler des questions politiques et/ou économiques.

Pour être « prophète chez soi » c'est aux anciens dirigeants africains de se « vendre » et de se rendre utiles et même indispensables, car ils ont bien évidemment une connaissance plus intime des réalités et des attentes en Afrique. Au demeurant, dans ce domaine comme dans d'autres, des synergies doivent se construire entre différents intervenants, occidentaux et africains, pour avoir la plus grande efficacité, chacun apportant ses connaissances et ses expériences, sinon son influence. Cette synergie, aussi bien nécessaire que souhaitable, peut se faire à l'initiative des responsables politiques africains, mais je pense qu'il revient d'abord aux anciens dirigeants africains qui ont une « plus-value » certaine dans cette activité, de faire connaître leur expertise, de se faire connaître, et enfin de trouver les canaux les plus crédibles pour mettre à disposition leurs offres.

**Guy Gweth : Pour vous qui avez été numéro 1 du gouvernement, qui êtes opérateur économique et leader de parti politique aujourd'hui, et probablement candidat à la prochaine présidentielle centrafricaine, qu'est-ce qui freine l'émergence d'une vraie diplomatie économique africaine ?**

Martin Ziguélé : Je pense que beaucoup de facteurs ont freiné jusqu'ici l'émergence d'une vraie diplomatie économique africaine, mais heureusement, le contexte politico-économique africain est en train de changer positivement, et très rapidement.

Il faut se rappeler que les cadres africains, depuis l'indépendance, ont majoritairement été formés pour travailler dans la haute administration. De là, beaucoup ont fini dans des fonctions politiques, et y ont fait carrière, au gré des fortunes. De ce fait, et par habitude, la plupart de ces responsables ne se sont jamais imaginés descendre dans l'arène, pour se mettre au service de la promotion des investissements. Le développement du secteur privé comme moteur de la croissance n'était pas évident pour tous les décideurs.

C'est avec la dévaluation du franc CFA en 1994, consécutive à l'échec des politiques du « Tout-Etat », et devant la nécessité de mettre le secteur privé au centre des politiques de croissance et de développement, que s'est progressivement imposé la nécessité de développer une vraie diplomatie économique, afin de maximiser les investissements directs extérieurs. C'est donc le principe de réalité qui est à la base du développement du lobbying économique, car, en plus des défis économiques et sociaux, il était devenu vital pour nos pays d'obtenir des financements extérieurs concessionnels et d'améliorer leurs rapports politiques avec les pays occidentaux, au même moment où ils devaient amorcer la démocratisation de nos pays après le discours de la Baule et la chute du Mur de Berlin.

Aujourd'hui, aucun pays africain n'ignore le lobbying économique et politique, même si le recours à des intervenants africains reste marginal.

**Guy Gweth : Alors que la concurrence fait rage sur la scène internationale, quels arguments présentez-vous aux investisseurs internationaux qui s'interrogent sur l'attractivité réelle de l'Afrique centrale ?**

Martin Ziguélé : Sur le plan macroéconomique, les prévisions du Fonds monétaire international pronostiquent pour 2013 un taux de croissance du PIB en Afrique de 5,5% devant toutes les régions du monde. L'Afrique est donc un continent en forte croissance économique, et il n'est un secret pour personne que le taux de retour sur investissements en Afrique est l'un des plus élevés au monde.

Et dans cet environnement global positif, l'Afrique centrale est l'une des régions les plus dotées de l'Afrique en ressources minières, énergétiques, agricoles, forestières et halieutiques : le pétrole et le gaz y sont exploités dans presque tous ses pays membres, l'uranium, le manganèse, le fer, le cuivre, le cobalt, le diamant et l'or y sont abondants, des millions d'hectares de terres cultivables y sont en jachère, l'hydrographie y est exceptionnelle, son bassin forestier est le second de la planète après celui de l'Amazonie.

Elle dispose d'une monnaie commune, le franc CFA, et son unité linguistique s'est faite autour du français. Elle offre donc de très grandes opportunités d'investissements dans tous ces secteurs et dans les infrastructures de tous types.

Les besoins de ces pays sont immenses, et les investissements directs étrangers y sont attendus. Bien sûr que des contraintes et des risques existent, mais la volonté politique de créer un environnement attractif pour les IDE est proclamée.

**Guy Gweth : De gros investisseurs étrangers scrutent l'environnement des affaires dans votre pays pour savoir où, quand et comment miser sur son sous-sol avec le moins de risque possible. Quelles sont les clés pour investir efficacement et durablement en République Centrafricaine?**

Martin Ziguélé : Tout investisseur recherche un environnement politique et sécuritaire stable pour s'établir et se développer, afin de garantir à ses actionnaires la rémunération de leurs investissements. L'investisseur souhaite également travailler dans un environnement où la sécurité juridique et judiciaire est une réalité. Lorsque ces conditions sont réunies, la diplomatie économique n'en est que plus aisée, et ce, en Centrafrique comme ailleurs.

Ceci posé, et pour répondre à votre question, je pense pour ma part que la clé du succès, pour investir efficacement et durablement en Centrafrique, comme ailleurs en Afrique, est la juste évaluation de la capacité de l'Etat à respecter sa signature. L'appréciation de cette capacité de respecter un contrat synallagmatique, selon le type d'investissement, est la substance même du travail du lobbyiste.

Je conclurai en affirmant qu'outre la transparence des investisseurs, il est de la responsabilité de lobbyistes africains d'œuvrer autant que faire se peut pour l'amélioration du climat des affaires en Afrique, et de démontrer dans leurs pratiques de terrain qu'ils sont en ligne avec ce qui se fait dans d'autres régions du monde, en matière de respect scrupuleux de la réglementation et de l'éthique sociétale, et notamment dans le cadre de la Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE).

Like Send Tweet 0 Share 0 tweet Share

Partage social

[Retour en haut](#)